



## CHAPTER F-11.1

## CHAPITRE F-11.1

### Financial Corporation Capital Tax Act

### Loi de la taxe sur le capital des corporations financières

*Assented to June 27, 1987*

*Sanctionnée le 27 juin 1987*

#### Chapter Outline

#### Sommaire

Definitions .....	1
amount — montant	
amount taxable — montant assujéti à la taxe	
bank — banque	
business — affaires	
Commissioner — Commissaire	
Deputy Minister — sous-ministre	
financial corporation — corporation financière	
fiscal year — année financière	
<i>Income Tax Act — Loi de l'impôt sur le revenu</i>	
inspector — inspecteur	
jurisdiction — autorité législative	
loan company — compagnie de crédit	
Minister — Ministre	
non-resident financial corporation — corporation financière non-résidente	
other surplus — autre surplus	
paid-up capital — capital versé	
paid-up capital employed in Canada — capital versé employé au Canada	
permanent establishment — établissement permanent	
property — biens	
resident financial corporation — corporation financière résidente	
resident in Canada — résident au Canada	
return — déclaration	
share — action	
shareholder — actionnaire	
subsidiary controlled financial corporation — corporation financière filiale contrôlée	
tax — taxe	
taxation year — année d'imposition	
third party — tiers	
total assets — actif total	
trust company — compagnie de fiducie	

Définitions .....	1
actif total — total assets	
action — share	
actionnaire — shareholder	
affaires — business	
année d'imposition — taxation year	
année financière — fiscal year	
autorité législative — jurisdiction	
autre surplus — other surplus	
banque — bank	
biens — property	
capital versé — paid-up capital	
capital versé employé au Canada — paid-up capital employed in Canada	
Commissaire — Commissioner	
compagnie de crédit — loan company	
compagnie de fiducie — trust company	
corporation financière — financial corporation	
corporation financière filiale contrôlée — subsidiary controlled financial corporation	
corporation financière non-résidente — non-resident financial corporation	
corporation financière résidente — resident financial corporation	
déclaration — return	
établissement permanent — permanent establishment	
inspecteur — inspector	
<i>Loi de l'impôt sur le revenu — Income Tax Act</i>	
Ministre — Minister	
montant — amount	
montant assujéti à la taxe — amount taxable	
résident au Canada — resident in Canada	
sous-ministre — Deputy Minister	
taxe — tax	
tiers — third party	

<b>IMPOSITION OF TAX</b>		<b>IMPOSITION DE LA TAXE</b>	
Liability for tax and tax payable . . . . .	2	Assujettissement à la taxe et taxe payable . . . . .	2
Shorter fiscal year . . . . .	3	Année financière plus courte . . . . .	3
Cessation of permanent establishment . . . . .	4	Cessation de l'établissement permanent . . . . .	4
Accrual of tax . . . . .	5	Accroissement de la taxe . . . . .	5
End of fiscal year . . . . .	6(1)	Fin de l'année financière . . . . .	6(1)
Monthly instalment payments . . . . .	6(2)	Paieement mensuel . . . . .	6(2)
Submission of information to Minister . . . . .	6(3)	Soumission au Ministre des renseignements . . . . .	6(3)
Exception respecting time of payment . . . . .	6(4)	Exception quant à l'époque du paieement . . . . .	6(4)
Deferral of date of payment . . . . .	7	Report de la date du paieement . . . . .	7
<b>TAXABLE PAID-UP CAPITAL AND TAXABLE PAID-UP CAPITAL EMPLOYED IN CANADA</b>		<b>CAPITAL VERSÉ ASSUJETTI À LA TAXE ET CAPITAL VERSÉ EMPLOYÉ AU CANADA ASSUJETTI À LA TAXE</b>	
Calculation of paid-up capital of bank . . . . .	8(1)	Calcul du capital versé d'une banque . . . . .	8(1)
Taxable paid-up capital of bank . . . . .	8(2)	Capital versé assujetti à la taxe . . . . .	8(2)
Calculation of paid-up capital of loan or trust company . . . . .	8(3)		
Taxable paid-up capital of loan or trust company . . . . .	8(4)	Calcul du capital versé d'une compagnie de crédit ou de fiducie assujetti à la taxe . . . . .	8(4)
Calculation of paid-up capital employed in Canada . . . . .	9(1), (2)	Calcul du capital versé employé au Canada . . . . .	9(1), (2)
Exclusions respecting calculation . . . . .	9(3), (4)	Exclusions du calcul . . . . .	9(3), (4)
Calculation to be made in accordance with regulations . . . . .	9(5)	Calcul se fait conformément aux règlements . . . . .	9(5)
Related persons, groups and corporations . . . . .	9(6)-(8)	Personnes, groupes de personnes et corporations liés . . . . .	9(6)-(8)
Presumption respecting ownership of shares . . . . .	9(9)	Présomption du droit de propriété des actions . . . . .	9(9)
Presumption of being related . . . . .	9(10)	Présomption d'être lié . . . . .	9(10)
Prohibition respecting reductions . . . . .	10	Interdiction concernant les réductions . . . . .	10
<b>RETURNS</b>		<b>DÉCLARATIONS</b>	
Filing of return and payment of tax . . . . .	11	Dépôt de déclaration et paieement de la taxe . . . . .	11
Obligations of financial institution . . . . .	12	Obligations des corporations financières . . . . .	12
Documents required to be filed . . . . .	13	Documents doivent être déposés . . . . .	13
Deferral of date of filing . . . . .	14	Report de la date du dépôt . . . . .	14
Obligations of trustee, etc. . . . .	15	Obligation du syndic . . . . .	15
<b>THIRD PARTY LIABILITY</b>		<b>RESPONSABILITÉS DES TIERS</b>	
Demand requiring payment by third party . . . . .	16	Mise en demeure exigeant paieement par un tiers . . . . .	16
<b>ORDERS AND DEMANDS</b>		<b>ORDRES ET MISES EN DEMEURE</b>	
Respecting information, books and records . . . . .	17-19	Quant aux renseignements, livres et registres . . . . .	17-19
<b>GENERAL</b>		<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	
Change in fiscal year . . . . .	20	Changement de l'année financière . . . . .	20
Evidence . . . . .	21	Preuve . . . . .	21
Powers of Minister . . . . .	22	Pouvoirs du Ministre . . . . .	22
<b>ADMINISTRATION</b>		<b>APPLICATION</b>	
Administration of Act . . . . .	23(1)	Application de la loi . . . . .	23(1)
Role of Commissioner . . . . .	23(2)	Rôle du Commissaire . . . . .	23(2)
<b>REGULATIONS</b>		<b>RÈGLEMENTS</b>	
Regulations . . . . .	24	Règlements . . . . .	24
<b>CONSEQUENTIAL AMENDMENT</b>		<b>MODIFICATION CORRÉLATIVE</b>	
Consequential amendment . . . . .	25	Modification corrélative . . . . .	25
<b>COMMENCEMENT</b>		<b>ENTRÉE EN VIGUEUR</b>	
Commencement . . . . .	26	Entrée en vigueur . . . . .	26

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

**1** In this Act

“amount” means

(a) money expressed in terms of the amount of money, or

(b) rights or things expressed in terms of the money value of the rights or things;

“amount taxable” means

(a) in the case of a resident financial corporation, the taxable paid-up capital of the financial corporation that is allocated to the Province in accordance with the regulations, and

(b) in the case of a non-resident financial corporation, the taxable paid-up capital employed in Canada of the financial corporation that is allocated to the Province in accordance with the regulations,

as at the close of the fiscal year;

“bank” means a bank to which the *Bank Act*, as enacted by section 2 of the *Banks and Banking Law Revision Act*, 1980, chapter 40 of the Statutes of Canada, 1980-81-82-83, or the *Quebec Savings Banks Act*, chapter B-4 of the Revised Statutes of Canada, 1970, applies;

“business” means an undertaking of any kind and includes a profession, occupation, calling, trade, manufacture or an adventure or concern in the nature of trade;

“Commissioner” means the Provincial Tax Commissioner provided for under the *Revenue Administration Act*;

“Deputy Minister” means the Deputy Minister of Finance;

“financial corporation” means a bank, trust company or loan company and includes an agent, assignee, trustee, liquidator, receiver or official having possession or control of any part of the property of the bank, trust company or loan company but does not include a trust company or loan company incorporated without share capital;

Sa Majesté sur l’avis et du consentement de l’Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, décrète :

**1** Dans la présente loi

« actif total » s’entend également du montant par lequel

a) la valeur d’un actif d’une corporation financière, tel que porté à ses livres de comptes ou à son bilan financier, dépasse le coût de cet actif, ou

b) la valeur d’un actif d’une corporation financière a été réduit et déduit de son revenu ou de ses bénéfices non divisés lorsque ce montant

(i) n’est pas déductible en vertu de la *Loi de l’impôt sur le revenu*, ou

(ii) est déductible en vertu de l’alinéa 20(1)n) ou du sous-alinéa 40(1)a)(iii) de la *Loi de l’impôt sur le revenu*,

mais, sauf si les règlements en requièrent l’inclusion, ne s’entend pas du montant par lequel la valeur d’un actif de la corporation financière a été réduit et déduit de son revenu ou de ses bénéfices non divisés, lorsque ce montant est déductible en vertu de toutes dispositions de la *Loi de l’impôt sur le revenu* autres que celles mentionnées au sous-alinéa b)(ii);

« action » désigne une action du capital social d’une corporation financière;

« actionnaire » désigne un actionnaire d’une corporation financière et s’entend également d’un membre d’une corporation financière ou d’une autre personne ayant droit à recevoir le versement d’un dividende ou à une part dans la distribution effectuée lors de la liquidation de la corporation financière;

« affaires » désigne une activité de quelque genre que ce soit et s’entend également d’une profession, d’un travail, d’un métier, d’un commerce, d’une manufacture, d’un projet comportant un risque ou d’une affaire de caractère commercial;

« année d’imposition » désigne l’année financière relativement à laquelle le montant de la taxe est calculé;

« année financière » désigne la période durant laquelle les comptes commerciaux d’une corporation financière

“fiscal year” means the period for which the business accounts of a financial corporation are made up and accepted for the purposes of the *Income Tax Act*;

“Income Tax Act” means the *Income Tax Act*, chapter 148 of the Revised Statutes of Canada, 1952;

“inspector” means an inspector provided for under the *Revenue Administration Act*;

“jurisdiction” means a province or territory of Canada or a state outside Canada having sovereign power;

“loan company” means a loan institution or corporation that accepts deposits within the meaning of the *Canada Deposit Insurance Corporation Act*, chapter C-3 of the Revised Statutes of Canada, 1970, but does not include a bank, a trust company, a credit union incorporated under the *Credit Unions Act* or any former Credit Unions Act, or a federation continued under the *Credit Unions Act*;

“Minister” means the Minister of Finance and includes a person designated by the Minister to act on behalf of the Minister;

“non-resident financial corporation” means a financial corporation that is not resident in Canada;

“other surplus” includes an amount by which

(a) the value of an asset of a financial corporation, as carried on its books of account or on its balance sheet, is in excess of the cost of the asset, or

(b) the value of an asset of a financial corporation has been written down and deducted from its income and undivided profits, where that amount

(i) is not deductible under the *Income Tax Act*, or

(ii) is deductible under paragraph 20(1)(n) or subparagraph 40(1)(a)(iii) of the *Income Tax Act*,

but, unless required by the regulations to be included, does not include an amount by which the value of an asset of a financial corporation has been written down and deducted from its income or undivided profits, where that amount is deductible under any provision of the *Income Tax Act*, other than those mentioned in subparagraph (b)(ii);

“paid-up capital” means the paid-up capital of a resident financial corporation as at the close of a fiscal year,

sont établis et acceptés aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

« autorité législative » désigne une province ou un territoire du Canada ou un état en dehors du Canada, ayant la souveraineté;

« autre surplus » comprend tout montant par lequel

a) la valeur de tout actif d'une corporation financière, tel que porté à ses livres de comptes ou à son bilan financier dépasse le coût de cet actif, ou

b) la valeur d'un actif d'une corporation financière a été réduite et déduite de son revenu et de ses bénéfices non divisés, lorsque ce montant

(i) n'est pas déductible en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou

(ii) est déductible en vertu de l'alinéa 20(1)n) ou du sous-alinéa 40(1)a)(iii) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

mais, sauf si les règlements en requièrent l'inclusion, ne s'entend pas du montant par lequel la valeur d'un actif de la corporation financière a été réduit et déduit de son revenu ou de ses bénéfices non divisés, lorsque ce montant est déductible en vertu de toutes dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu* autres que celles mentionnées au sous-alinéa b)(ii);

« banque » désigne une banque à laquelle s'applique la *Loi sur les banques*, telle qu'adoptée par l'article 2 de la *Loi de 1980 remaniant la législation bancaire*, chapitre 40 des Statuts du Canada de 1980-81-82-83 ou la *Loi sur les banques d'épargne de Québec*, chapitre B-4 des Statuts révisés du Canada de 1970;

« biens » désigne toute sorte de biens et comprend un droit de toute nature, une action ou un droit incorporel et, sauf preuve d'une intention contraire, de l'argent;

« capital versé » désigne le capital versé d'une corporation financière résidente à la fin d'une année financière, calculé conformément au paragraphe 8(1) ou (3), selon le cas;

« capital versé employé au Canada » désigne le capital versé employé au Canada par une corporation financière non-résidente à la fin d'une année financière, calculé conformément à l'article 9(1);

computed in accordance with subsection 8(1) or (3), as the case may be;

“paid-up capital employed in Canada” means the paid-up capital employed in Canada by a non-resident financial corporation as at the close of a fiscal year, computed in accordance with subsection 9(1);

“permanent establishment” means a fixed place of business and includes a branch office, office and agency and

(a) where a financial corporation carries on business through an employee or agent who has general authority to contract for the financial corporation, the place where the employee or agent operates is a permanent establishment of the financial corporation,

(b) where a financial corporation that has a permanent establishment in Canada owns land in a province or territory, the land is a permanent establishment of the financial corporation,

(c) where a financial corporation has no fixed place of business, it has a permanent establishment in the principal place in which its business is conducted,

(d) where a financial corporation designates a head office in its charter, memorandum of association, articles of association or incorporation, letters patent of incorporation or any other instrument of incorporation or by-laws, the head office is a permanent establishment of the financial corporation,

(e) the fact that a financial corporation has business dealings through a commission agent, broker or other independent agent in a place does not of itself mean that the financial corporation has a permanent establishment in that place, and

(f) the fact that a financial corporation has a subsidiary controlled financial corporation in a place, or a subsidiary controlled financial corporation engaged in a trade or business in a place, does not of itself mean that the financial corporation is operating a permanent establishment in that place;

“property” means any kind of property and includes a right of any kind, a share or a *chose in action* and, unless a contrary intention is evident, money;

« Commissaire » désigne le Commissaire de l'impôt provincial prévu à la *Loi sur l'administration du revenu*;

« compagnie de crédit » désigne une institution ou une corporation de crédit qui accepte des dépôts au sens de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*, chapitre C-3 des Statuts révisés du Canada de 1970, mais ne s'entend pas d'une banque, d'une compagnie de fiducie ou d'une caisse populaire constituée en corporation en vertu de la *Loi sur les caisses populaires* ou toute autre loi antérieure sur les caisses populaires ou d'une fédération prorogée en vertu de la *Loi sur les caisses populaires*;

« compagnie de fiducie » désigne une institution ou une corporation de fiducie qui accepte des dépôts au sens de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*, chapitre C-3 des Statuts révisés du Canada de 1970, mais ne s'entend pas d'une banque, d'une compagnie de fiducie ou d'une caisse populaire constituée en corporation en vertu de la *Loi sur les caisses populaires* ou toute autre loi antérieure sur les caisses populaires, ou d'une fédération prorogée en vertu de la *Loi sur les caisses populaires*;

« corporation financière » désigne une banque, une compagnie de fiducie ou une compagnie de crédit et s'entend également d'un agent, d'un cessionnaire, d'un syndic, d'un liquidateur, d'un séquestre ou d'un dirigeant ayant la possession ou le contrôle d'une partie quelconque des biens de la banque, de la compagnie de fiducie ou de la compagnie de crédit mais ne s'entend pas d'une compagnie de fiducie ou d'une compagnie de crédit constituée en corporation sans capital social;

« corporation financière filiale contrôlée » désigne une corporation financière dont plus de cinquante pour cent du capital social émis, avec plein droit de vote en toute circonstance, appartient directement ou indirectement à une autre corporation;

« corporation financière non-résidente » désigne une corporation financière qui n'est pas résidente au Canada;

« corporation financière résidente » désigne une corporation financière qui est résidente au Canada;

« déclaration » désigne la déclaration de la taxe sur le capital des corporations financières requise en vertu de l'article 11 ou 12;

« établissement permanent » désigne un lieu fixe d'affaires et s'entend également d'une filiale, d'un bureau et d'une agence et

“resident financial corporation” means a financial corporation that is resident in Canada;

“resident in Canada” means resident in Canada as determined in accordance with the *Income Tax Act*;

“return” means the financial corporation capital tax return required under section 11 or 12;

“share” means a share of capital stock of a financial corporation;

“shareholder” means a shareholder of a financial corporation and includes a member of a financial corporation or other person entitled to receive payment of a dividend or to a share in a distribution on the winding-up of the financial corporation;

“subsidiary controlled financial corporation” means a financial corporation of which more than fifty per cent of the issued share capital, with full voting rights under all circumstances, is owned, directly or indirectly, by another corporation;

“tax” means the tax imposed by this Act and includes all penalties and interest that are, may be or may have been added to the tax;

“taxation year” means the fiscal year in relation to which the amount of tax is being computed;

“third party” means a person who is or is about to become indebted to or liable to pay money to a financial corporation liable to pay the tax;

“total assets” includes the amount by which

(a) the value of an asset of a financial corporation, as carried on its books of account or on its balance sheet, exceeds the cost of the asset, or

(b) the value of an asset of a financial corporation has been written down and deducted from its income or undivided profits, where that amount

(i) is not deductible under the *Income Tax Act*, or

(ii) is deductible under paragraph 20(1)(n) or subparagraph 40(1)(a)(iii) of the *Income Tax Act*,

but, unless required by the regulations to be included, does not include an amount by which the value of an asset of a financial corporation has been written down

a) lorsque la corporation financière exerce ses affaires par l’intermédiaire d’un salarié ou d’un agent investi du pouvoir général de passer des contrats pour la corporation financière, le lieu où le salarié ou l’agent travaille constitue un établissement permanent de la corporation financière,

b) lorsque la corporation financière qui a un établissement permanent au Canada est propriétaire de bien-fonds dans une province ou un territoire, ce bien-fonds constitue un établissement permanent de la corporation financière,

c) lorsque la corporation financière n’a pas de lieu fixe d’affaires, elle a un établissement permanent au lieu principal où elle conduit ses affaires,

d) lorsqu’une corporation financière désigne un siège social dans sa charte, son acte de société, ses statuts ou articles de constitution en corporation, lettres patentes de constitution en corporation ou tout autre instrument de constitution en corporation ou règlements administratifs, le siège social constitue un établissement permanent de la corporation financière,

e) le fait qu’une corporation financière a des relations d’affaires par l’intermédiaire d’un commissionnaire, d’un courtier ou autre agent indépendant, dans un lieu donné ne signifie pas en lui-même que la corporation financière a un établissement permanent dans ce lieu, et

f) le fait qu’une corporation financière a une corporation financière filiale contrôlée à un endroit, ou une corporation financière filiale contrôlée se livrant à un commerce ou à des affaires à un endroit ne signifie pas en lui-même que la corporation financière exploite un établissement permanent à cet endroit;

« inspecteur » désigne un inspecteur prévu en vertu de la *Loi sur l’administration du revenu*;

« *Loi de l’impôt sur le revenu* » désigne la *Loi de l’impôt sur le revenu*, chapitre 148 des Statuts révisés du Canada de 1952;

« Ministre » désigne le ministre des Finances et s’entend également de toute personne qu’il désigne pour le représenter;

« montant » désigne

a) de l’argent exprimé en termes de montant d’argent, ou

and deducted from its income or undivided profits, where that amount is deductible under any provision of the *Income Tax Act* other than those mentioned in subparagraph (b)(ii);

“trust company” means a trust institution or corporation that accepts deposits within the meaning of the *Canada Deposit Insurance Corporation Act*, chapter C-3 of the Revised Statutes of Canada, 1970, but does not include a bank, a loan company, a credit union incorporated under the *Credit Unions Act* or any former Credit Unions Act, or a federation continued under the *Credit Unions Act*.

1992, c.C-32.2, s.310.

b) des droits ou choses exprimés en terme de valeur monétaire de ces droits ou choses;

« montant assujetti à la taxe » désigne

a) dans le cas d’une corporation financière résidente, le capital versé assujetti à la taxe de la corporation financière qui est alloué à la province conformément aux règlements, et

b) dans le cas d’une corporation financière non-résidente, le capital versé de la corporation financière assujetti à la taxe et employé au Canada qui est alloué à la province conformément aux règlements,

à la fin de l’année financière;

« résident au Canada » signifie résidant au Canada tel que déterminé conformément à la *Loi de l’impôt sur le revenu*;

« sous-ministre » désigne le sous-ministre des Finances;

« taxe » désigne la taxe imposée par la présente loi et s’entend également de toutes les pénalités et intérêts qui sont, peuvent être ou peuvent avoir été ajoutés à la taxe;

« tiers » désigne une personne qui est, ou est sur le point de devenir endettée à l’égard d’une corporation financière assujettie au paiement de la taxe ou est ou est sur le point d’être tenue de payer de l’argent à une telle corporation financière.

1992, c.C-32.2, art.310.

## IMPOSITION OF TAX

2(1) A financial corporation that has a permanent establishment within the Province and whose fiscal year ends on or after April 1, 1987 shall pay to Her Majesty the Queen in right of the Province a tax

(a) at the rate of two per cent of the amount taxable of the financial corporation which rate applies from April 1, 1987 to March 31, 1988, both dates inclusive, and

(b) at the rate of three per cent of the amount taxable of the financial corporation which rate applies on or after April 1, 1988.

2(2) Notwithstanding subsection (1), where a financial corporation has a fiscal year ending in the period from

## IMPOSITION DE LA TAXE

2(1) Une corporation financière qui a un établissement permanent dans la province et dont l’année financière s’achève à compter du 1<sup>er</sup> avril 1987, doit payer à Sa Majesté la Reine du chef de la province une taxe

a) au taux de deux pour cent du montant assujetti à la taxe de la corporation financière, lequel taux s’applique du 1<sup>er</sup> avril 1987 au 31 mars 1988, ces deux dates étant incluses, et

b) au taux de trois pour cent du montant assujetti à la taxe de la corporation financière, lequel taux s’applique à compter du 1<sup>er</sup> avril 1988.

2(2) Nonobstant le paragraphe (1), lorsqu’une corporation financière a une année financière s’achevant entre le

April 1, 1987 to March 31, 1988, both dates inclusive, the tax payable by the financial corporation for that fiscal year is equal to the product of

- (a) the tax payable by the financial corporation for the fiscal year, and
- (b) the number of days on or after April 1, 1987, contained in its fiscal year divided by the total number of days in its fiscal year.

**2(3)** Where a financial corporation has a fiscal year beginning before April 1, 1988 and ending on or after April 1, 1988, the tax payable by the financial corporation for the fiscal year shall be calculated as follows:

- (a) by dividing the fiscal year into two notional fiscal years, the first ending on March 31, 1988 and the second beginning on April 1, 1988;
- (b) by apportioning the amount taxable between the two notional fiscal years proportionately according to the number of days in each;
- (c) by calculating
  - (i) tax for the first notional fiscal year in accordance with this Act as it was on March 31, 1988, and
  - (ii) tax for the second notional fiscal year in accordance with this Act as it is deemed to have been on April 1, 1988; and
- (d) by adding together the amounts determined under paragraph (c) and the total is the tax payable in respect of that fiscal year.

1988, c.15, s.1.

**3** Where a financial corporation has a fiscal year of fewer than three hundred and sixty-two days, the tax payable by the financial corporation for that fiscal year is equal to the product of

- (a) the tax payable by the financial corporation for the fiscal year, and
- (b) the number of days in its fiscal year divided by three hundred and sixty-five.

**4** Where a financial corporation ceases to have a permanent establishment in the Province during a fiscal year, it shall, in respect of the incomplete fiscal year, pay the tax

1<sup>er</sup> avril 1987 et le 31 mars 1988, ces deux dates étant incluses, la taxe payable par la corporation financière pour cette année financière est égale au produit

- a) de la taxe payable par la corporation financière pour l'année financière, et
- b) du nombre de jours à compter du 1<sup>er</sup> avril 1987, contenus dans son année financière divisés par le nombre total de jours de son année financière.

**2(3)** Lorsqu'une corporation financière a une année financière commençant avant le 1<sup>er</sup> avril 1988 et s'achevant à compter du 1<sup>er</sup> avril 1988, la taxe payable par la corporation financière pour cette année financière se calcule :

- a) en divisant l'année financière en deux années financières fictives, la première s'achevant le 31 mars 1988 et la seconde commençant le 1<sup>er</sup> avril 1988;
- b) en répartissant proportionnellement le montant assujéti à la taxe entre les deux années financières fictives d'après le nombre de jours de chacune;
- c) en calculant
  - (i) la taxe au titre de la première année financière fictive conformément à la présente loi telle qu'elle était au 31 mars 1988, et
  - (ii) la taxe au titre de la deuxième année financière fictive conformément à la présente loi telle qu'elle est réputée avoir été au 1<sup>er</sup> avril 1988; et
- d) en faisant la somme des montants déterminés en vertu de l'alinéa c), et le total est la taxe payable au titre de cette année financière.

1988, c.15, art.1.

**3** Lorsqu'une corporation financière a une année financière de moins de trois cent soixante-deux jours, la taxe payable par la corporation financière pour cette année financière est égale au produit

- a) de la taxe payable par la corporation financière pour l'année financière, et
- b) du nombre de jours de son année financière divisé par trois cent soixante-cinq.

**4** Lorsqu'une corporation financière cesse d'avoir un établissement permanent dans la province durant une année financière, elle doit, relativement à l'année financière

in the same manner as though the fiscal year had ended on the day on which it ceased to have a permanent establishment in the Province.

**5** The tax shall be deemed to accrue proportionately as the days of the fiscal year for which the tax is imposed pass.

**6(1)** For the purposes of this section, a financial corporation's fiscal year shall be deemed to end on the last day of the month in which its fiscal year ends.

**6(2)** A financial corporation that is liable to pay the tax and whose fiscal year commences on or after April 1, 1987, shall pay to the Minister, on or before the twentieth day of each month of the fiscal year, an instalment payment equal to one-twelfth of the tax payable for the fiscal year, as estimated by the financial corporation.

**6(3)** In addition to the payment referred to in subsection (2), a financial corporation shall submit to the Minister such information as the Minister requires.

**6(4)** Notwithstanding subsection (2), a financial corporation that is liable to pay the tax and whose fiscal year ends in the period from April 1, 1987 to March 31, 1988, both dates inclusive, shall pay to the Minister, on or before the last day of the second month following the end of the fiscal year, any tax payable for the fiscal year, as estimated by the financial corporation.

**7** The Minister may defer the date by which a financial corporation is required to pay the tax or an instalment of the tax to any date that the Minister may determine and the Minister may specify such conditions as the Minister considers appropriate for the deferral.

**TAXABLE PAID-UP CAPITAL AND  
TAXABLE PAID-UP CAPITAL EMPLOYED IN  
CANADA**

**8(1)** The paid-up capital of a bank that is a resident financial corporation is the aggregate, computed at the close of its fiscal year, of

- (a) its issued and fully paid-up capital stock,
- (b) its contributed surplus,

incomplète, payer la taxe de la même manière que si l'année financière s'était achevée le jour où la corporation financière a cessé d'avoir un établissement permanent dans la province.

**5** La taxe est réputée courir proportionnellement aux jours de l'année financière pour laquelle la taxe est imposée.

**6(1)** Aux fins du présent article, l'année financière d'une corporation financière est réputée s'achever le dernier jour du mois au cours duquel son année financière s'achève.

**6(2)** Une corporation financière qui est assujettie au paiement de la taxe et dont l'année financière commence le ou après le 1<sup>er</sup> avril 1987, doit payer au Ministre, au plus tard le vingtième jour de chaque mois de l'année financière, un paiement mensuel égal à un douzième de la taxe payable pour l'année financière tel qu'estimé par la corporation financière.

**6(3)** En plus du paiement visé au paragraphe (2), une corporation financière doit soumettre au Ministre les renseignements qu'il demande.

**6(4)** Par dérogation au paragraphe (2), une corporation financière qui est assujettie au paiement de la taxe et dont l'année financière s'achève entre le 1<sup>er</sup> avril 1987 et le 31 mars 1988, ces deux dates étant incluses, doit payer au Ministre, au plus tard le dernier jour du deuxième mois suivant la fin de l'année financière, toute taxe payable pour l'année financière telle qu'estimée par la corporation financière.

**7** Le Ministre peut reporter la date à laquelle une corporation financière est requise de payer la taxe ou d'effectuer un versement de la taxe à toute date qu'il peut déterminer et il peut indiquer pour ce report les conditions qu'il estime appropriées.

**CAPITAL VERSÉ ASSUJETTI À LA TAXE ET  
CAPITAL VERSÉ EMPLOYÉ AU  
CANADA ASSUJETTI À LA TAXE**

**8(1)** Le capital versé d'une banque qui est une corporation financière résidente est la somme, calculée à la fin de son année financière de

- (a) son capital social émis et complètement versé,
- (b) son surplus d'apport,

- (c) its retained earnings,
- (d) its general reserve, and
- (e) any tax paid appropriations included in its appropriation for contingencies account,

as calculated under paragraph 215(3)(c) or (d) and Schedules M and N of the *Bank Act*, as enacted by section 2 of the *Banks and Banking Law Revision Act, 1980*, chapter 40 of the Statutes of Canada, 1980-81-82-83.

**8(2)** The taxable paid-up capital for a fiscal year of a bank that is a resident financial corporation is its paid-up capital less ten million dollars.

**8(3)** The paid-up capital of a loan company that is a resident financial corporation or a trust company that is a resident financial corporation is the aggregate, computed at the close of its fiscal year, of

- (a) its paid-up capital stock,
- (b) its earned capital and other surpluses,
- (c) all its reserves as recorded in the books of the corporation, whether created from income or other sources, but unless required by the regulations to be included, not including any reserve, an amount for the creation of which is allowed as a charge against income under the *Income Tax Act* (Canada), and
- (d) its deferred income tax balances as recorded in the books of the corporation.

**8(4)** The taxable paid-up capital for a fiscal year of a loan company that is a resident financial corporation or a trust company that is a resident financial corporation is its paid-up capital less ten million dollars.

1991, c.54, s.1.

**9(1)** The paid-up capital employed in Canada of a non-resident financial corporation is the greater of

- (a) the amount equal to the product of

- c) ses bénéfices non répartis,
- d) sa réserve générale, et
- e) toute taxe versée, provisions comprises, dans son compte pour couvrir les éventualités,

tel que calculé en vertu de l'alinéa 215(3)c) ou d) et les Annexes M et N de la *Loi sur les banques* telle qu'adoptée par l'article 2 de la *Loi de 1980 remaniant la législation bancaire*, chapitre 40 des Statuts du Canada de 1980-81-82-83.

**8(2)** Le capital versé et assujéti à la taxe d'une banque qui est une corporation financière résidente pour une année financière est égal à son capital versé moins dix millions de dollars.

**8(3)** Le capital versé d'une compagnie de crédit qui est une corporation financière résidente ou d'une compagnie de fiducie qui est une corporation financière résidente est égal à la somme, calculée à la fin de son année financière, de

- a) son capital social versé,
- b) son capital gagné et autres surplus,
- c) toutes ses réserves telles qu'inscrites aux livres de la corporation, qu'elles proviennent du revenu ou d'autres sources, mais sauf si les règlements en exigent l'inclusion, à l'exception de toute réserve, un montant pour la création duquel une charge est autorisée contre le revenu en vertu de la *Loi sur l'impôt sur le revenu* (Canada), et
- d) ses soldes d'impôt sur le revenu différés tels qu'inscrits aux livres de la corporation.

**8(4)** Le capital versé assujéti à la taxe d'une compagnie de crédit qui est une corporation financière résidente ou d'une compagnie de fiducie qui est une corporation financière résidente pour une année financière est égal à son capital versé moins dix millions de dollars.

1991, c.54, art.1.

**9(1)** Le capital versé employé au Canada d'une corporation financière non-résidente est le plus élevé des montants suivants

- a) le montant égal au produit

(i) its taxable income earned in Canada in its fiscal year, determined for the purposes of the *Income Tax Act*, and

(ii) twelve and one-half; and

(b) the amount by which the amount of the total assets of the non-resident financial corporation in Canada, as at the close of its fiscal year, exceeds the amount of the indebtedness of the non-resident financial corporation, as at the close of its fiscal year, relating to its permanent establishments in Canada, excluding

(i) any amounts that are advanced or loaned to its permanent establishments in Canada

(A) by the non-resident financial corporation,

(B) by its shareholders directly or indirectly,

(C) by any person related to any of its shareholders, or

(D) by any other corporation, and

(ii) any other indebtedness that is represented by bonds, bond mortgages, debentures, mortgages, lien notes or any other securities to which any part of the property in Canada is subject.

**9(2)** The paid-up capital employed in Canada computed in accordance with subsection (1) shall be treated as though

(a) the non-resident financial corporation had no permanent establishment outside Canada,

(b) the paid-up capital employed in Canada were the total paid-up capital of the non-resident financial corporation, and

(c) the taxable paid-up capital employed in Canada were allocated, in accordance with the regulations, among all the provinces and territories of Canada.

**9(3)** The indebtedness of the non-resident financial corporation mentioned in subparagraph (1)(b)(ii) does not include a trade account payable by the non-resident financial corporation and reported as a current liability, other

(i) de son revenu assujéti à la taxe gagné au Canada au cours de l'année financière, déterminé aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, et

(ii) douze et demi; et

b) le montant de l'excédent de l'actif total de la corporation financière non-résidente au Canada, à la fin de l'année financière sur le montant du passif de la corporation financière non-résidente, à la fin de son année financière, relativement à ses établissements permanents au Canada, à l'exclusion,

(i) de tous montants qui sont avancés ou prêtés à ses établissements permanents au Canada

(A) par la corporation financière non-résidente,

(B) par ses actionnaires directement ou indirectement,

(C) par toute personne liée à l'un quelconque de ses actionnaires, ou

(D) par toute autre corporation, et

(ii) de toute autre dette représentée par des obligations, obligations hypothécaires, débetures, hypothèques, notes de privilège ou toutes autres sûretés auxquelles toute partie des biens au Canada est soumise.

**9(2)** Le capital versé employé au Canada calculé conformément au paragraphe (1) doit être traité comme si

a) la corporation financière non-résidente n'avait pas d'établissement permanent à l'extérieur du Canada,

b) le capital versé employé au Canada était le capital versé total de la corporation non-résidente, et

c) le capital versé employé au Canada et assujéti à la taxe était alloué, conformément aux règlements entre toutes les provinces et territoires du Canada.

**9(3)** La dette de la corporation financière non-résidente mentionnée au sous-alinéa (1)b)(ii) ne comprend pas un compte de commerce payable par la corporation financière non-résidente et rapportée comme une dette cou-

than an indebtedness to shareholders or to any persons related to any of its shareholders where the trade account

(a) is outstanding for more than ninety days as at the close of the fiscal year, or

(b) is a portion of a long-term debt to another corporation.

**9(4)** The paid-up capital employed in Canada of a non-resident financial corporation does not include any capital invested in a ship or aircraft operated by the non-resident financial corporation in Canada in the fiscal year where the non-resident financial corporation is entitled under paragraph 81(1)(c) of the *Income Tax Act*, in computing its income for the fiscal year, to exclude the income earned in the fiscal year in Canada from the operation of that ship or aircraft.

**9(5)** The taxable paid-up capital employed in Canada of a non-resident financial corporation shall be computed in accordance with the regulations.

**9(6)** For the purposes of this section

(a) a group of persons is a related group if each member is related to every other member of the group;

(b) individuals are related if they are connected by blood relationship, marriage or adoption;

(c) two individuals are connected by blood relationship, where one is the child or other descendant of the other or is the brother or sister of the other;

(d) two individuals are connected by marriage, where one is married to the other or to a person who is connected by blood relationship to the other;

(e) two individuals are connected by adoption, where one has been adopted, either legally or in fact, as a child of the other or as the child of a person who is connected to the other by blood relationship, other than as a brother or sister;

(f) a financial corporation and a person who controls the financial corporation are related;

(g) a financial corporation and a person who is a member of a related group that controls the financial corporation are related;

rante, autre qu'une dette aux actionnaires ou à toute personne liée à l'un quelconque de ses actionnaires lorsque le compte de commerce

a) est en souffrance à la fin de l'année financière depuis plus de quatre-vingt-dix jours, ou

b) fait partie d'une dette à long terme d'une autre corporation.

**9(4)** Le capital versé employé au Canada d'une corporation financière non-résidente ne comprend pas de capital investi dans un navire ou un aéronef exploité par la corporation financière non-résidente au Canada au cours de l'année financière lorsque la corporation a le droit en vertu de l'alinéa 81(1)c) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, dans le calcul de ses revenus pour l'année financière, d'exclure le revenu gagné au cours de l'année financière au Canada par l'exploitation de ce navire ou de cet aéronef.

**9(5)** Le capital versé employé au Canada et assujéti à la taxe d'une corporation financière non-résidente est calculé conformément aux règlements.

**9(6)** Aux fins du présent article

a) un groupe de personnes est un groupe lié si chaque membre est lié à chaque autre membre du groupe;

b) des particuliers sont liés s'ils sont reliés par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption;

c) deux particuliers sont reliés par les liens du sang, lorsque l'un est l'enfant ou autre descendant de l'autre ou est le frère ou la soeur de l'autre;

d) deux particuliers sont reliés par les liens du mariage, lorsque l'un est marié à l'autre ou à une personne qui est reliée par les liens du sang à l'autre;

e) deux particuliers sont reliés par adoption, lorsque l'un a été adopté, soit légalement soit en fait, à titre d'enfant de l'autre ou à titre d'enfant d'une personne qui est reliée à l'autre par les liens du sang, autre qu'un frère ou qu'une soeur;

f) une corporation financière et une personne qui contrôle la corporation financière sont liées;

g) une corporation financière et une personne qui est membre d'un groupe lié qui contrôle la corporation financière sont liés;

(h) a financial corporation and a person related to a person described in paragraph (f) or (g) are related; and

(i) two financial corporations are related if

(i) they are controlled by the same person or the same group of persons,

(ii) each of the financial corporations is controlled by one person and the person who controls one of the financial corporations is related to the person who controls the other financial corporation,

(iii) one of the financial corporations is controlled by one person and that person is related to any member of a related group that controls the other financial corporation,

(iv) one of the financial corporations is controlled by one person and that person is related to each member of an unrelated group that controls the other financial corporation,

(v) any member of a related group that controls one of the financial corporations is related to each member of an unrelated group that controls the other financial corporation, or

(vi) each member of an unrelated group that controls one of the financial corporations is related to at least one member of an unrelated group that controls the other financial corporation.

**9(7)** Where two financial corporations are each related to the same corporation, they shall be deemed to be related to each other.

**9(8)** Where a related group is in a position to control a financial corporation, it shall be deemed to be a related group that controls the financial corporation whether or not it is part of a larger group which in fact controls the financial corporation.

**9(9)** A person who has a right under a contract

(a) to acquire shares in a financial corporation, or

(b) to control the voting rights of shares in a financial corporation,

h) une corporation financière et une personne liée à une personne décrite à l'alinéa f) ou g) sont liées; et

i) deux corporations financières sont liées si

(i) elles sont contrôlées par la même personne ou le même groupe de personnes.

(ii) chaque corporation financière est contrôlée par une personne et la personne qui contrôle une des corporations financières est liée à la personne qui contrôle l'autre corporation financière,

(iii) une des corporations financières est contrôlée par une personne et cette personne est apparentée à un membre quelconque du groupe lié qui contrôle l'autre corporation financière,

(iv) une des corporations financière est contrôlée par une personne et que cette personne est liée à chaque membre d'un groupe non lié qui contrôle l'autre corporation financière,

(v) un membre quelconque d'un groupe lié et qui contrôle une des corporations financières est lié à chaque membre d'un groupe non lié qui contrôle l'autre corporation financière, ou

(vi) chaque membre d'un groupe non lié qui contrôle une des corporations financières est lié à au moins un membre d'un groupe non lié qui contrôle l'autre corporation financière.

**9(7)** Lorsque deux corporations financières sont chacune liées à la même corporation, elles sont réputées être liées l'une à l'autre.

**9(8)** Lorsqu'un groupe lié est en mesure de contrôler une corporation financière, il est réputé être un groupe lié qui contrôle la corporation financière qu'il fasse ou non partie d'un groupe plus important qui en fait contrôle la corporation financière.

**9(9)** Une personne qui a un droit en vertu d'un contrat

a) d'acquérir des actions dans une corporation financière, ou

b) de contrôler les droits de vote des actions d'une corporation financière,

shall be deemed to be the owner of the shares, except where the contract provides that the right is not exercisable until the death of an individual designated in the contract.

**9(10)** Where a person owns shares in two or more financial corporations, the person shall be, as shareholder of one of the financial corporations, deemed to be related to himself, herself or itself as shareholder of each of the other financial corporations.

**10** When computing taxable paid-up capital of a resident financial corporation or taxable paid-up capital employed in Canada of a non-resident financial corporation, no reduction may be made with respect to any transaction that would unduly or artificially reduce the taxable paid-up capital of the resident financial corporation or the taxable paid-up capital employed in Canada of the non-resident financial corporation.

### RETURNS

**11** A financial corporation that is liable to pay the tax and that has taxable paid-up capital or taxable paid-up capital employed in Canada shall, on or before the last day of the month that ends six months after the close of its fiscal year, without notice or demand

(a) file a financial corporation capital tax return for the fiscal year with the Minister, and

(b) pay to the Minister the tax payable by the financial corporation for the fiscal year, less the amount of any payments made in respect of the fiscal year under section 6.

**12** Whether or not a financial corporation is liable to pay the tax under this Act for a fiscal year and whether or not a financial corporation has filed a return under section 11, a financial corporation shall, on the demand of the Minister,

(a) file a financial corporation capital tax return

(i) covering any fiscal year, and

(ii) including any information,

that the Minister may require, and

est réputée être le propriétaire des actions, sauf lorsque le contrat stipule que le droit ne peut être exercé avant le décès d'un particulier désigné au contrat.

**9(10)** Lorsqu'une personne est propriétaire d'actions dans plusieurs corporations financières, cette personne est, en tant qu'actionnaire de l'une des corporations financières, réputée être liée à elle-même à titre d'actionnaire de chacune des autres corporations financières.

**10** Dans le calcul du capital versé assujéti à la taxe d'une corporation financière résidente ou du capital versé employé au Canada et assujéti à la taxe d'une corporation financière non-résidente, aucune réduction ne peut être faite relativement à toute transaction qui réduirait indûment ou artificiellement le capital assujéti à la taxe de la corporation financière résidente ou le capital versé employé au Canada et assujéti à la taxe de la corporation financière non-résidente.

### DÉCLARATIONS

**11** Une corporation financière qui est assujéti au paiement de la taxe et qui a un capital versé assujéti à la taxe ou un capital versé employé au Canada et assujéti à la taxe doit, au plus tard le dernier jour du mois qui se termine six mois après la fin de son année financière, sans avis ou demande

a) déposer auprès du Ministre une déclaration de la taxe sur le capital des corporations financières pour l'année financière, et

b) payer au Ministre la taxe payable par la corporation financière pour l'année financière, moins le montant de tous paiements effectués relativement à l'année financière en vertu de l'article 6.

**12** Une corporation financière qu'elle soit ou non assujéti au paiement de la taxe en vertu de la présente loi pour une année financière et qu'elle ait déposé ou non une déclaration en vertu de l'article 11, doit, à la demande du Ministre

a) déposer une déclaration de la taxe sur le capital des corporations financières

(i) couvrant l'année financière, et

(ii) comprenant tout renseignement,

que le Ministre peut exiger, et

(b) pay to the Minister the tax payable by the financial corporation for that fiscal year, less the amount of any payments made in respect of that fiscal year under sections 6 and 11,

within such time as the Minister may specify.

**13(1)** A financial corporation shall file with the Minister along with its return for a taxation year

(a) copies of corporation income tax returns filed for the purposes of the *Income Tax Act*, including copies of any schedules that are requested under the *Income Tax Act* and that the financial corporation has filed with its corporation income tax returns during the taxation year, and

(b) copies of the financial statements filed with its corporation income tax returns referred to in paragraph (a).

**13(2)** A return shall be verified by a certificate certifying that the financial statements included in or attached to the return are in agreement with the books of account of the financial corporation.

**13(3)** A certificate under subsection (2) shall be signed

(a) by the president of the financial corporation or any other officer having personal knowledge of the affairs of the financial corporation,

(b) in the case of a financial corporation having its head office outside the Province by the manager or chief agent of the financial corporation in the Province, or

(c) by any other person associated with the financial corporation that the Minister may approve.

**14** The Minister may defer the date by which a financial corporation is required to file a return to any date that the Minister may determine and may specify such conditions as the Minister considers appropriate for the deferral.

**15** A trustee in bankruptcy, assignee, liquidator, receiver, administrator or any other person administering, managing, winding-up, controlling or otherwise dealing with the property or business of a financial corporation shall

b) payer au Ministre la taxe payable par la corporation financière pour l'année financière, moins le montant de tous paiements faits relativement à cette année financière en vertu des articles 6 et 11,

dans le délai que le Ministre peut fixer.

**13(1)** Une corporation financière doit déposer auprès du Ministre avec sa déclaration pour l'année d'imposition

a) des copies des déclarations d'impôt sur le revenu des corporations déposées aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, y compris des copies de toutes annexes qui sont requises en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et que la corporation financière a déposées avec ses déclarations d'impôt sur le revenu des corporations au cours de l'année d'imposition, et

b) des copies des états financiers déposés avec les déclarations d'impôt sur le revenu des corporations visées à l'alinéa a).

**13(2)** Un rapport doit être vérifié par un certificat attestant que les états financiers inclus ou annexés à la déclaration sont conformes aux livres de compte de la corporation financière.

**13(3)** Un certificat établi en vertu du paragraphe (2) doit être signé

a) par le président de la corporation financière ou tout autre dirigeant ayant une connaissance personnelle des affaires de la corporation financière,

b) dans le cas d'une corporation financière ayant son siège social en dehors de la province, par le gérant ou le représentant en chef de la corporation financière dans la province, ou

c) par toute autre personne associée à la corporation financière que le Ministre peut approuver.

**14** Le Ministre peut reporter la date à laquelle une corporation financière est requise de déposer une déclaration à toute date qu'il peut déterminer et il peut attacher à ce report les conditions qu'il estime appropriées.

**15** Un syndic en faillite, un cessionnaire, un liquidateur, un séquestre, un administrateur ou toute autre personne administrant, gérant, liquidant, contrôlant ou traitant de toute autre manière les biens ou les affaires d'une corporation financière doit

- (a) file a return under section 11 or 12,
- (b) pay any tax payable by the financial corporation as required by section 11 or 12, and
- (c) before distributing any assets under the person's control, obtain a certificate from the Minister certifying that no tax remains unpaid.

### THIRD PARTY LIABILITY

**16(1)** Where the Minister has knowledge or reasonable grounds to believe that a person is a third party, the Minister may serve a demand on the third party requiring that all or any part of the money that is payable by the third party to a financial corporation liable to pay the tax be paid to the Minister within

- (a) thirty days after the day on which the demand is served, or
- (b) any longer period that the Minister specifies,

and upon service of the demand the Minister has an equitable interest in the money payable to the extent of the tax owing by the financial corporation liable to pay the tax.

**16(2)** The receipt of the Minister for money paid under this section is a good and sufficient discharge of the liability of the third party to the extent of the payment by the third party under this section.

**16(3)** Where a third party is served with a demand under this section and subsequently pays an amount to the financial corporation liable to pay the tax, the third party is liable to pay Her Majesty the Queen in right of the Province to the extent of the lesser of

- (a) the amount paid to the financial corporation liable to pay the tax, and
- (b) the amount specified in the demand,

and the amount referred to in paragraph (a) or (b), as the case may be, may be recovered from the third party in the same manner as the tax.

### ORDERS AND DEMANDS

**17(1)** Where the books of account and records kept by a financial corporation are, in the opinion of the Commis-

- a) déposer une déclaration en vertu de l'article 11 ou 12,
- b) payer toute taxe payable par la corporation financière tel que requis à l'article 11 ou 12, et
- c) avant de répartir tout actif placé sous son contrôle, obtenir un certificat du Ministre attestant qu'aucune taxe ne demeure impayée.

### RESPONSABILITÉS DES TIERS

**16(1)** Lorsque le Ministre a connaissance ou des motifs raisonnables de croire qu'une personne est un tiers, il peut signifier au tiers une mise en demeure exigeant que la totalité ou une partie de l'argent payable par le tiers à une corporation financière assujettie au paiement de la taxe soit payée au Ministre

- a) dans un délai de trente jours de la date de signification de la mise en demeure, ou
- b) dans un délai plus long que le Ministre spécifie,

et dès la signification de la mise en demeure, le Ministre a un droit de propriété équitable sur l'argent payable jusqu'à concurrence de la taxe due par la corporation financière assujettie au paiement de la taxe.

**16(2)** La réception par le Ministre de sommes versées en vertu du présent article constitue une quittance valable et suffisante de la responsabilité du tiers jusqu'à concurrence du paiement par le tiers en vertu du présent article.

**16(3)** Lorsqu'un tiers reçoit signification d'une mise en demeure en vertu du présent article et paie par la suite un montant à la corporation financière assujettie au paiement de la taxe, le tiers est assujetti au paiement à Sa Majesté la Reine du chef de la province jusqu'à concurrence du moindre des montants suivants

- a) le montant payé à la corporation financière assujettie au paiement de la taxe, et
- b) le montant spécifié dans la mise en demeure,

et le montant visé à l'alinéa a) ou b), selon le cas, peut être recouvré auprès du tiers de la même manière que la taxe.

### ORDRES ET MISES EN DEMEURE

**17(1)** Lorsque les livres de comptes et les registres tenus par une corporation financière sont, de l'opinion du Com-

sioner, inadequate for the purposes of this Act, the Commissioner may, by written order, require books of account and records to be kept by the financial corporation in such form and manner as the Commissioner may determine and the Commissioner may specify a reasonable time within which the order shall be complied with.

**17(2)** A financial corporation to which an order is issued under subsection (1) shall, within the specified time, keep the books of account and records in the form and manner required under subsection (1).

**18** The Minister may, by order, require any person

(a) to provide the Minister with any information necessary for ensuring and securing compliance with this Act and the regulations under this Act,

(b) to produce for the Minister any book, record, writing or other document in the possession or control of the person, or

(c) to make available to the Minister any books, records or documents of a financial corporation necessary for ensuring and securing compliance with this Act and the regulations under this Act,

and the Minister may specify a reasonable time within which the order is to be complied with.

**19(1)** For the purposes of ensuring and securing compliance with this Act and the regulations under this Act, the Minister may demand in writing from any person, including the president, manager, secretary, director, agent or representative of a financial corporation,

(a) a return and any information related to a return, and

(b) the production, including the production on oath or solemn affirmation, of any books, letters, accounts, invoices, financial or other statements or any other document,

which relate to a financial corporation liable to pay the tax.

missaire, inadéquats aux fins de la présente loi, le Commissaire peut, par ordre écrit, exiger que les livres de compte et les registres soient tenus par la corporation financière en la forme et de la manière que le Commissaire peut déterminer et il peut fixer un délai raisonnable au terme duquel l'ordre doit être exécuté.

**17(2)** Une corporation financière à laquelle un ordre a été émis en vertu du paragraphe (1) doit, dans le délai fixé, tenir les livres de comptes et les registres en la forme et de la manière requises au paragraphe (1).

**18** Le Ministre peut, au moyen d'un ordre, demander à une personne

a) de fournir au ministre les renseignements nécessaires pour assurer et garantir la conformité à la présente loi et aux règlements établis en vertu de la présente loi,

b) de produire au Ministre tout livre, registre, écrit ou autre document se trouvant en la possession ou sous le contrôle de la personne, ou

c) de mettre à la disposition du Ministre tous livres, registres ou documents de la corporation financière nécessaires à l'assurance et à la garantie de la conformité à la présente loi et aux règlements établis en vertu de la présente loi,

et le Ministre peut fixer un délai raisonnable au terme duquel l'ordre doit être exécuté.

**19(1)** Afin d'assurer et de garantir la conformité à la présente loi et aux règlements établis en vertu de la présente loi, le Ministre peut exiger par écrit de toute personne, y compris le président, le gérant, le secrétaire, l'administrateur, l'agent ou le représentant de la corporation financière,

a) un rapport et les renseignements liés au rapport, et

b) la production y compris la production sous serment ou affirmation solennelle de tous livres, lettres, comptes, factures, états financiers ou autres, ou tout autre document,

qui se rapportent à la corporation financière assujettie au paiement de la taxe.

**19(2)** For the purposes of ensuring and securing compliance with this Act and the regulations under this Act, the Minister may demand in writing from

- (a) any person, syndicate, trust or corporation, and
- (b) any agent or official of any person, syndicate, trust or corporation,

that is or may become a third party, the production, including the production on oath or solemn affirmation, of any books, letters, accounts, invoices, financial or other statements or any other document.

**19(3)** The Minister may specify a reasonable time within which a demand under this section shall be complied with, and every person to whom a demand is made shall comply with the demand within the specified time.

#### GENERAL

**20** No financial corporation shall change its fiscal year for the purposes of this Act unless

- (a) it gives written notice to the Minister before the proposed change, and
- (b) the Minister has not, within sixty days after the receipt of the notice referred to in paragraph (a), objected to the proposed change.

**21** Where any book, record or other document has been seized, examined or produced under the *Revenue Administration Act* for the purposes of this Act, the Minister or an inspector may make or cause to be made a copy of the book, record or other document, and a document purporting to be certified by the Minister or an inspector to be a copy made under this section may be adduced in evidence in any court without proof of the appointment, signature or authority of the Minister or inspector and when so adduced is equally authentic and of equal weight in evidence as the original document.

**22** The Minister may

- (a) require any person connected with the financial corporation that the Minister considers appropriate to sign and forward a certificate verifying a return,
- (b) specify any information that is to be included in an individual return, and

**19(2)** Afin d'assurer et de garantir la conformité à la présente loi et aux règlements établis en vertu de la présente loi, le Ministre peut exiger par écrit

- a) de toute personne, syndicat, fiducie ou corporation, et
- b) de tout agent ou dirigeant de toute personne, syndicat, fiducie ou corporation,

qui est ou peut devenir un tiers, la production, y compris la production sous serment ou affirmation solennelle, de tous livres, lettres, comptes, factures, relevés financiers ou autres, ou tout autre document.

**19(3)** Le Ministre peut fixer un délai raisonnable pour se conformer à une exigence en vertu du présent article et toute personne à laquelle l'exigence est faite doit s'y conformer dans le délai fixé.

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**20** Une corporation financière ne peut changer son année financière aux fins de la présente loi que si

- a) elle en avise par écrit le Ministre avant le changement proposé, et
- b) le Ministre ne s'est pas, dans les soixante jours qui suivent la réception de l'avis visé à l'alinéa a), opposé au changement proposé.

**21** Lorsque tout livre, registre ou autre document a été saisi, examiné ou produit en vertu de la *Loi sur l'administration du revenu* aux fins de la présente loi, le Ministre ou un inspecteur peut faire ou faire faire une copie du livre, du registre ou de tout autre document, et un document réputé attesté par le Ministre ou un inspecteur comme étant une copie faite en vertu du présent article peut être présenté en preuve devant toute cour sans preuve de la nomination, de la signature ou de l'autorité du Ministre ou de l'inspecteur et lorsque ce document est ainsi présenté en preuve il a une authenticité et une force de preuve égales au document original.

**22** Le Ministre peut

- a) exiger qu'une personne reliée à la corporation financière qu'il considère appropriée signe et envoie un certificat attestant un rapport,
- b) spécifier tout renseignement qui doit être inclus dans un rapport individuel, et

(c) issue certificates for the purposes of paragraph 15(c).

c) délivrer des certificats aux fins de l'alinéa 15c).

### ADMINISTRATION

**23(1)** The Minister shall administer this Act and may designate persons to act on behalf of the Minister.

**23(2)** The Commissioner shall act under the instructions of the Minister or Deputy Minister, shall have general supervision over all matters relating to this Act and shall perform such duties as are assigned to the Commissioner by this Act, the Lieutenant-Governor in Council, the Minister or the Deputy Minister.

### REGULATIONS

**24(1)** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

(a) requiring amounts or portions of amounts to be included in total assets, other surplus or reserves of a financial corporation;

(b) respecting the allocation formula for taxable paid-up capital or taxable paid-up capital employed in Canada;

(c) respecting information required to be disclosed in or provided with a return;

(d) respecting the manner in which and the time or times at which returns are to be made;

(e) prescribing certain classes of financial corporations resident in Canada that shall be deemed, for the purposes of this Act or for the purposes of any specified provision of this Act, to be financial corporations that are not resident in Canada;

(f) respecting the manner in which assets and liabilities of and capital used in any partnership or joint venture carried on by a financial corporation with some other person are to be accounted for in determining the amount taxable of the financial corporation;

(g) respecting the computation of the taxable paid-up capital employed in Canada of a non-resident financial corporation;

### APPLICATION

**23(1)** Le Ministre est chargé de l'application de la présente loi et peut désigner des personnes pour le représenter.

**23(2)** Le commissaire agit sur les instructions du Ministre ou du sous-ministre, exerce un contrôle général sur toutes les questions relatives à la présente loi et s'acquitte des attributions que lui confie la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil, le Ministre ou le sous-ministre.

### RÈGLEMENTS

**24(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements

a) exigeant que des montants ou des fractions de montants soient inclus dans l'actif total, les autres surplus ou les réserves d'une corporation financière;

b) concernant la formule d'allocation pour le capital versé assujéti à la taxe ou au capital versé employé au Canada et assujéti à la taxe;

c) concernant les renseignements qui doivent être divulgués dans une déclaration ou un rapport;

d) concernant la manière selon laquelle les déclarations et rapports doivent être faits et la ou les dates auxquelles ils doivent être faits;

e) prescrivant certaines catégories de corporations financières résidentes au Canada qui sont réputées, aux fins de la présente loi ou de toute disposition spécifique de la présente loi, être des corporations financières non-résidentes au Canada;

f) concernant la manière selon laquelle l'actif et le passif d'une société en nom collectif ou une entreprise conjointe exercée par une corporation financière avec une autre personne et selon laquelle le capital utilisé par une telle compagnie ou une telle entreprise doit être comptabilisé dans le calcul du montant assujéti à la taxe de la corporation financière;

g) concernant le calcul du capital versé employé au Canada et assujéti à l'impôt d'une corporation financière non-résidente;

(h) respecting the determination of the value of the amount taxable of a financial corporation that is used by a financial corporation in a jurisdiction outside the Province;

(i) respecting records, information, books and accounts to be kept by financial corporations, including the place or places where they are to be kept and the length of time they are to be kept;

(j) respecting forms for the purposes of this Act;

(k) prescribing fees for the purposes of this Act;

(l) authorizing a designated person or class of persons to exercise any powers or perform any duties of the Commissioner under this Act;

(m) defining a word or expression used in this Act but not defined in this Act.

**24(2)** Notwithstanding the *Regulations Act*, a regulation made under this Act may be made retroactive to April 1, 1987.

2002, c.47, s.1.

#### CONSEQUENTIAL AMENDMENT

**25** *Section 1 of the Revenue Administration Act, chapter R-10.22 of the Acts of New Brunswick, 1983, is amended by repealing the definition “revenue Act” and substituting the following:*

“revenue Act” means

(a) the *Financial Corporation Capital Tax Act*,

(b) the *Gasoline and Motive Fuel Tax Act*,

(c) the *Pari-Mutuel Tax Act*,

(d) the *Social Services and Education Tax Act*,

(e) the *Theatres, Cinematographs and Amusements Act*, and

(f) the *Tobacco Tax Act*.

h) concernant la détermination de la valeur du montant assujéti à la taxe d’une corporation financière qui est utilisé par une corporation financière sous une autorité législative hors de la province;

i) concernant les registres, renseignements, livres et comptes que doivent tenir les corporations financières, y compris le ou les endroits où ils doivent être tenus et la période pendant laquelle ils doivent être tenus;

j) concernant les formules aux fins de la présente loi;

k) prescrivant les droits aux fins de la présente loi;

l) autorisant une personne désignée ou une catégorie de personnes à exercer tous pouvoirs ou remplir toutes attributions du Commissaire en vertu de la présente loi;

m) définissant un mot ou une expression utilisé dans la présente loi sans y être défini.

**24(2)** Nonobstant la *Loi sur les règlements*, un règlement établi en vertu de la présente loi peut être rendu rétroactif au 1<sup>er</sup> avril 1987.

2002, c.47, art.1.

#### MODIFICATION CORRÉLATIVE

**25** *L’article 1 de la Loi sur l’administration du revenu, chapitre R-10.22 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1983, est modifié par l’abrogation de la définition « loi fiscale » et son remplacement par ce qui suit :*

« loi fiscale » désigne

a) la *Loi de la taxe sur le capital des corporations financières*;

b) la *Loi de la taxe sur l’essence et les carburants*,

c) la *Loi de la taxe sur le pari-mutuel*,

d) la *Loi sur la taxe pour les services sociaux et l’éducation*,

e) la *Loi sur les lieux de spectacle, cinématographes et divertissements*, et

f) la *Loi de la taxe sur le tabac*.

**COMMENCEMENT**

**26** *This Act shall be deemed to have come into force on April 1, 1987.*

**N.B.** This Act is consolidated to June 22, 2006.

**ENTRÉE EN VIGUEUR**

**26** *La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1987.*

**N.B.** La présente loi est refondue au 22 juin 2006.

QUEEN'S PRINTER FOR NEW BRUNSWICK © IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE NOUVEAU-BRUNSWICK  
All rights reserved / Tous droits réservés